

Mémoire présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires fédérales 2025

Par la Coalition pour les données fédérales sur le secteur à but non lucratif

À titre organisationnel :

- Afro-Caribbean Business Network Foundation Canada
- ANSWER.it Inc
- Bénévoles Canada
- Bénévoles Ottawa
- BridgePoint Center for Eating Disorder Recovery
- Community Sector Council Newfoundland and Labrador
- Edmonton Chamber of Voluntary Organizations
- EMBRACEHEALTHFOUNDATION
- Grands Frères Grandes Sœurs du Canada
- Imagine Canada
- Littératie Ensemble
- Metro Toronto Movement for Literacy
- Network for the Advancement of Black Communities (NABC)
- New Power Labs
- Ontario Council of Agencies Serving Immigrants (OCASI)
- Philanthropic Foundations Canada
- Pillar Nonprofit Network
- PolicyWise for Children & Families
- Relèven
- Resilient Kids Canada
- SETSI
- Sherry Baker Consulting
- Skills for Change
- The Circle on Philanthropy
- The Nonprofit Chamber
- Vantage Point
- YWCA Toronto

À titre individuel :

- Arlene MacDonald, co-présidente, Coalition pour les données fédérales sur le secteur à but non lucratif
- Bruce Martin, professeur, Université Thompson Rivers
- Candice Shaw, directrice générale, ESVA Canada
- Jacqueline Musabende, professeure agrégée, Université Mount Royal
- François Brouard, Université Carleton, Sprott School of Business
- Nathan Grasse, Université Carleton
- Ushnish Sengupta, professeur adjoint, Université Algoma

Sommaire des recommandations

1. Donner des orientations claires à Statistique Canada afin d'améliorer la collecte de données sur le secteur caritatif par la création d'une unité dédiée au secteur au sein de l'Agence, des mises à jour périodiques de l'enquête nationale sur les organismes à but non lucratif, la bonification des programmes de collecte de données actuels et le maintien des produits statistiques existants.
2. Faire en sorte que les mesures en matière de collecte de données sur le secteur caritatif annoncées dans l'*Énoncé économique de l'automne 2024* produisent des données exhaustives, publiques et de qualité, sans créer un fardeau administratif excessif.

Contexte

Le secteur à but non lucratif canadien emploie 2,7 millions de personnes, soit plus que toute autre industrie¹. Malgré sa contribution économique considérable, le secteur est aux prises avec un déficit de données qui l'empêche d'offrir des services de qualité aux communautés, en plus d'engendrer des inefficiences pour le gouvernement et les organismes. Nous proposons des changements importants et peu coûteux qui pourraient améliorer l'efficacité de la prestation des services, renforcer la conception de politiques et aider le gouvernement à réaliser ses priorités en matière d'économie, d'abordabilité et de gouvernance.

Dans sa lettre de mandat, le gouvernement a présenté des objectifs ambitieux, allant de l'attraction des meilleurs talents internationaux jusqu'à l'abordabilité de la vie pour les Canadiens. Les organismes à but non lucratif agissent comme partenaires clés dans les dossiers de logements abordables, de réduction de la pauvreté, d'établissement, etc. Les données seront essentielles pour élaborer des politiques éclairées, allouer efficacement les ressources et établir des partenariats productifs, produisant des résultats mesurables dans les domaines prioritaires. Alors que d'autres pays réduisent leurs efforts en matière de collecte de données et de recherche, investir dans des données canadiennes de qualité peut également renforcer notre influence mondiale. Ainsi, le Canada prend les devants pour avancer des solutions étayées de preuves à des défis d'ordre mondial, tels que l'adaptation climatique, le développement durable, les migrations et la polarisation.

¹ [Imagine Canada. L'humain derrière la mission : portrait de la main-d'œuvre du secteur à but non lucratif au Canada. 2025.](#)

Le secteur à but non lucratif canadien constitue un pilier crucial de l'économie du pays, en plus d'être un élément clé dans les efforts du Canada visant à devenir l'économie la plus forte parmi les pays du G7. Il contribue pour 8,2 % au PIB national et a connu une croissance supérieure à celle de l'ensemble de l'économie entre 2022 et 2023². Au-delà d'employer 2,7 millions de personnes, les OBNL font appel à des bénévoles qui donnent 1,2 milliard d'heures de leur temps chaque année³, soit l'équivalent de 714 000 emplois à temps plein. Les organismes à but non lucratif soutiennent non seulement des services indispensables dans chaque communauté, mais ils encouragent également une croissance économique inclusive et durable.

La collaboration entre le secteur à but non lucratif et le secteur public représente un pilier essentiel d'une économie forte et de communautés solides. Dans un monde actuel très complexe, plutôt que de fournir lui-même des services essentiels, le gouvernement fédéral confie souvent cette responsabilité aux organismes de bienfaisance. À titre de partenaires, ces derniers offrent de l'expertise, des liens étroits avec les communautés et des méthodes de travail adaptatives.

Notre secteur souffre d'un déficit de données. Depuis des décennies, le gouvernement fédéral néglige de recueillir régulièrement des données exhaustives sur le secteur à but non lucratif. Ces dernières années, nous avons constaté certaines améliorations, notamment des mises à jour plus fréquentes du Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat et l'inclusion d'un échantillon d'organismes à but non lucratif dans l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises. Malgré ces progrès, nous manquons encore d'informations fondamentales sur de nombreux aspects du secteur et nous nous appuyons régulièrement sur des données datant de plusieurs décennies. Lorsque les données sur le secteur à but non lucratif existent, elles ne sont souvent pas disponibles sous forme accessible, utilisable ou désagrégée.

Les communautés ont besoin de programmes et de services de qualité, fournis de manière efficace. Banques alimentaires du Canada a enregistré plus de deux millions de visites à l'échelle du pays en mars 2024, ce qui représente une augmentation de 90 % par rapport à 2019. Alors que nous sommes confrontés à de multiples crises qui s'entrecroisent, les communautés ne peuvent se permettre une utilisation inefficace des ressources. Les données permettent d'identifier les services caritatifs à fort impact et de les multiplier; de corriger des lacunes et des inégalités, en plus de réduire le dédoublement dans la prestation de services; et d'encourager la collaboration. En fin de compte, elles nous permettent de mieux servir les communautés et de créer un Canada plus fort pour les générations futures.

Outre le financement public, les organismes attirent des fonds privés et génèrent leurs propres revenus. Tout comme dans le monde des affaires, nous avons besoin d'informations complètes

² [Statistique Canada. *Institutions sans but lucratif et bénévolat : contribution économique, premier trimestre au quatrième trimestre de 2024.*](#)

³ [Statistique Canada. *Le bénévolat et les dons de bienfaisance au Canada, 2018 à 2023.*](#)

et à jour pour prendre des décisions relatives à nos finances, nos ressources humaines, à la prestation de nos services et à nos activités générales.

Décidément, des données actuelles et de qualité favorisent de meilleurs résultats pour les communautés, le gouvernement et les organismes à but non lucratif.

Recommandation 1 : Donner des directives claires à Statistique Canada afin d'améliorer la collecte de données sur le secteur à but non lucratif

Créer une unité pour le secteur à but non lucratif

À mesure que Statistique Canada a augmenté ses activités de collecte et de publication de données sur le secteur caritatif, le travail en silo des équipes a créé certaines difficultés. Ainsi, différents produits statistiques sont basés sur différentes dimensions et définitions du secteur. Ces incohérences causent de la confusion et de la méfiance, tout en faisant perdre des occasions d'associer et de combiner des données provenant de diverses sources afin d'en tirer de nouveaux enseignements. Il en ressort également que l'Agence peine à établir et à maintenir l'expertise en la matière nécessaire pour faire ce travail avec efficacité.

Afin d'optimiser les résultats de sa collecte de données sur le secteur, Statistique Canada doit adopter une approche plus intentionnelle, efficace et coordonnée. Une unité permanente dédiée au secteur pourrait chapeauter les activités mentionnées ci-dessous. Elle servirait de principal point de contact du secteur avec l'Agence. Au fil du temps, les membres de son équipe deviendraient des spécialistes internes du secteur à but non lucratif, ce qui aurait un effet positif sur l'efficacité de toutes les activités de l'Agence relative au secteur.

La révision des activités actuelles du personnel assigné aux différents produits statistiques relatifs au secteur à but non lucratif en vue de les réorganiser dans une unité cohérente signifie que la réalisation de cet objectif n'impliquerait qu'un faible coût. L'investissement initial modeste serait compensé par l'efficacité accrue de l'unité au fil du temps.

Améliorer les programmes de collecte de données existants afin de générer plus de données sur le secteur à but non lucratif

Bien que Statistique Canada inclut le secteur dans bon nombre de ses programmes généraux de collecte de données, elle omet souvent de publier des résultats relatifs au secteur. Ainsi, même si l'échantillon de l'Enquête canadienne sur la cybersécurité et le cybercrime inclut des organismes caritatifs, les résultats les concernant n'ont jamais été publiés.

Cette situation est regrettable, car elle sous-exploite l'information recueillie et diminue le rendement des investissements gouvernementaux dans le domaine. La révision systématique des programmes statistiques généraux, afin d'identifier ceux qui nécessiteraient peu de modifications pour produire de l'information sur les OBNL, ferait partie des activités régulières de la nouvelle unité consacrée au secteur à Statistique Canada. L'utilisation des programmes actuels pour recueillir et publier davantage de données, ainsi que des données de meilleure qualité, représente un potentiel énorme dont le coût additionnel est très modeste.

Mise à jour régulière de l'enquête nationale sur les organismes à but non lucratif

Début 2024, Statistique Canada a publié des données sur le secteur, recueillies dans le cadre d'un module spécial de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises. Il s'agit de la première enquête sur le secteur réalisée par l'Agence depuis 2003. Les données offrent des renseignements cruciaux sur la taille et la portée du secteur, sa situation financière, ses équipes de direction et ses clientèles.

Ces renseignements de base et essentiels aideront les gouvernements, les bailleurs de fonds, le milieu de la recherche et les OBNL à mieux comprendre les caractéristiques clés de notre secteur et à prendre de meilleures décisions. Au bout du compte, ils permettront de faire en sorte que ce sont les communautés les plus vulnérables qui obtiendront les ressources et les services dont elles ont besoin. Cela dit, des mises à jour périodiques s'imposent, les conditions évoluent rapidement et rendent les données caduques en peu de temps. De plus, nous avons besoin de points de comparaison pour établir des tendances.

L'enquête a été réalisée en utilisant une plateforme existante, ce qui l'a rendue économique et rapide. Maintenant qu'elle a été réalisée une première fois, il sera facile de la reproduire.

Maintenir les produits statistiques existants

Au cours des dernières années, le secteur a travaillé avec Statistique Canada pour commencer à corriger notre déficit de données. Voici une courte liste des résultats les plus importants de cette collaboration :

- Augmentation de la fréquence des mises à jour du Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat qui nous renseigne sur les contributions du secteur au PIB et au marché de l'emploi ;
- Deux mises à jour du module de ressources humaines du Compte satellite qui fournit des données de base relatives à la main-d'œuvre ;
- Inclusion d'un échantillon d'organismes à but non lucratif dans l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises qui fournit de l'information actuelle et indispensable sur notre environnement opérationnel.

Outre ce qui a déjà été mentionné, les produits statistiques suivants nous sont depuis longtemps d'une grande utilité :

- L'ensemble de données sur les dons des contribuables offre des enseignements importants concernant une source de revenus significative pour notre secteur.
- L'Enquête sociale générale sur le don, le bénévolat et la participation représente pour nous une mine de données sur les tendances en matière de bénévolat et de don au fil du temps.

Seuls, ces produits ne suffisent pas à remédier au déficit de données sur le secteur. Toutefois, ils sont absolument indispensables pour notre compréhension fondamentale du secteur.

Recommandation 1 : Nous demandons au gouvernement fédéral de fournir des orientations claires à Statistique Canada afin d'améliorer la collecte de données sur le secteur à but non lucratif :

- En réorganisant le personnel de Statistique Canada déjà assigné aux produits statistiques sur les OBNL en vue de constituer une unité cohérente dont le mandat sera de collecter, d'analyser et de diffuser les données sur le secteur. Le faible coût initial sera compensé par l'efficacité accrue de l'unité au fil du temps.
- En demandant à l'unité nouvellement créée de réaliser une révision systématique pour déterminer les programmes de données générales qui, après des changements mineurs, permettraient de générer de l'information sur le secteur à but non lucratif. Cette révision s'inscrirait dans les activités habituelles de l'unité et n'engendrerait donc pas de coût supplémentaire.
- En effectuant des mises à jour annuelles de l'enquête nationale sur les OBNL, dont les organismes communautaires (non constitués en société). Nous recommandons que le gouvernement alloue 500 000 \$ par année à cette activité, provenant du Plan d'action sur les données désagrégées.
- Maintenir le financement des produits statistiques existants, notamment :
 - le Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat (incluant le module de ressources humaines)
 - l'Enquête sociale générale sur le don, le bénévolat et la participation
 - l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises
 - l'ensemble de données sur les dons des contribuables.

Recommandation 2 : Faire en sorte que la collecte de données bonifiée sur le secteur à but non lucratif permet de produire des données accessibles et de qualité, sans créer un fardeau administratif excessif

Dans son *Énoncé économique d'automne 2024*, le gouvernement a annoncé son intention de recueillir plus de données sur les organismes à but non lucratif. Nous appuyons les mesures qui permettraient d'accroître la transparence et la responsabilité, en plus de combler l'un des principaux déficits de données sur notre secteur.

Cependant, une mise en œuvre judicieuse de ces nouvelles mesures de collecte de données s'impose afin que la charge administrative qui en découle ne l'emporte pas sur les avantages et que les données recueillies soient exhaustives, publiques et de qualité.

Recommandation 2 : À la lumière de la volonté du gouvernement de mettre en œuvre des mesures pour accroître la collecte de données sur le secteur à but non lucratif, annoncée dans l'*Énoncé économique d'automne 2024*, nous lui demandons :

- De s'assurer que les nouvelles données sont accessibles au public, sous forme de données individuelles plutôt que sous forme agrégée, suivant le modèle de publication des données tirées du formulaire T3010. L'accès à ces données doit être gratuit, et leur publication doit se faire en temps opportun.
- D'appliquer les nouvelles exigences de collecte de données aux organismes constitués en société auprès des gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral.
- De concevoir les nouveaux instruments de collecte de données de manière à réduire le plus possible la charge administrative. Utiliser un langage clair et fournir des guides et des ressources faciles à utiliser.
- De soutenir la collecte de données en investissant 250 000 \$ sur deux ans dans les activités d'éducation et de sensibilisation, particulièrement auprès de petits organismes, d'organismes issus de communautés privées d'équité et d'organismes dans les milieux ruraux et éloignés.
- De prendre en considération, au moment d'établir l'échéancier de mise en œuvre, la réalité de certains OBNL qui n'ont pas de numéro d'entreprise et devront en faire la demande.
- De créer des options de transmission électronique des déclarations (TED) simples et conviviales pour les déclarations de renseignements, tout en conservant la possibilité d'utiliser des formulaires papier pour ceux qui en ont besoin.

À propos de la Coalition pour les données fédérales sur le secteur à but non lucratif

La Coalition est un groupe de plaidoyer composé de plus de 60 OBNL, qui milite pour une collecte de données augmentées et de meilleure qualité sur le secteur à but non lucratif. Son travail vise à accroître l'impact du travail des organismes et à leur permettre de mieux servir les communautés grâce à une amélioration de la prise de décision, de la planification, des activités de plaidoyer et des récits.

Personne-ressource

Emily Jensen

Gestionnaire du plaidoyer stratégique à Imagine Canada

ejensen@imaginecanada.ca